

## La Suisse accueillera des réfugiés venant de Turquie

**Au mois de septembre, l'afflux de réfugiés en Grèce et sur sol turc a fortement grimpé**

La guerre turco-kurde à la frontière Syrienne fait sentir ses effets jusqu'en Suisse. Et pas seulement en raison des manifestations de soutien aux populations kurdes qui ont eu lieu samedi à Genève, Berne et Lucerne. Les combats pourraient mettre une nouvelle fois sous pression la route des Balkans, où de premiers réfugiés non enregistrés dans l'espace Schengen ont été récupérés, relate la «NZZ am Sonntag».

«Il est clair que la situation en Syrie a un impact à long terme sur le front de la migration en Europe», explique au journal dominical Mario Gattiker, le directeur du Secrétariat d'État aux migrations (SEM). La crainte que des combattants de l'EI évadés des prisons syriennes, dans le chaos des hostilités, tentent de rentrer en Europe - et en Suisse pour certains - apparaît en filigrane.

De manière générale, la pression migratoire à la périphérie de l'espace Schengen a fortement augmenté au mois de septembre. Sur les îles grecques, les débarquements de bateaux de réfugiés en provenance de Turquie ont augmenté de 30% le mois dernier par rapport à 2018. Cela est notamment dû à la pression croissante exercée sur les Afghans et les Pakistanais arrivés irrégulière-

ment sur sol turc. Les réfugiés syriens cherchant à se déplacer à l'ouest expliquent également cet accroissement.

En réaction, la Suisse va accueillir des réfugiés en provenance de Turquie, et ce malgré l'assaut controversé que les forces d'Ankara mènent en Syrie. «Nous prévoyons d'accepter pour la première fois au cours des deux prochaines années un petit contingent de réfugiés de Turquie dans le cadre du programme de réinstallation de l'ONU», déclare Mario Gattiker, qui fait remarquer que le fardeau de l'accueil de 3,6 millions de réfugiés est énorme pour la Turquie.

### Soutien à la Grèce

Les premiers réfugiés arriveront au plus tôt l'année prochaine. La Confédération veut par ailleurs continuer de soutenir la Grèce. La ministre suisse de la Justice, Karin Keller-Sutter, a plaidé pour un plan d'action pour ce pays lors d'une récente rencontre des ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'espace Schengen. Une réunion de travail est programmée dans les prochaines semaines. «Nous devons prendre des mesures pour garder la situation sous contrôle» dans les îles grecques, indique Mario Gattiker.

Pendant ce temps, samedi, un peu plus de 2000 personnes dénonçaient dans les rues de Genève, Berne et Lucerne l'offensive turque en Syrie.

**Nicolas Pinguely**

## Un produit de Landi tue des abeilles par milliers

**Un insecticide interdit provoque la mort de centaines de milliers d'abeilles en Suisse**

Nouveau coup dur pour les abeilles. Un produit de pulvérisation de Landi contaminé par une substance interdite a provoqué la mort de centaines de milliers d'abeilles en Suisse, selon la «SonntagsZeitung». L'enquête des autorités fédérales, déclenchée après la plainte d'un apiculteur argovien, a révélé que ses abeilles mortes en quelques jours avaient été empoisonnées par du fipronil, un insecticide interdit en Suisse et dans l'Union européenne.

La substance prohibée était présente sous forme d'un mélange dans l'insecticide légalement vendu par la coopérative agricole bernoise Fenaco. La quantité d'agent interdit dispersée dans la nature n'est pas encore connue. Le produit a été mis au point par

une entreprise indienne peu connue. Le détenteur de la licence pour la vente en Suisse serait une société boîte aux lettres sans employé.

Au printemps dernier, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) avait mis en garde contre le déclin des populations d'abeilles, qui constitue une «menace sérieuse» pour les plantes. «Les abeilles sont grandement menacées par les effets combinés du changement climatique, de l'agriculture intensive, de l'usage de pesticides, de la perte en biodiversité et de la pollution», insistait José Graziano da Silva, le directeur général de la FAO.

Selon lui, la disparition d'abeilles et autres pollinisateurs qui participent à la reproduction des plantes «reviendrait à anéantir les cultures de café, pommes, amandes, tomates ou cacao». Autrement dit, des alliés en moins pour lutter contre la faim et la malnutrition. **N.P./Agences**

## Schwytz Une télécabine chute dans le vide

Une télécabine des remontées mécaniques de Rotenflue, à Rickenbach (SZ), a chuté dans le vide dimanche vers 11 h 10. Par chance, personne ne se trouvait à bord et l'incident n'a pas fait de blessé. La cabine de huit places a chuté de 20 mètres alors qu'elle redescendait, a indiqué la police cantonale de Schwytz. De forts vents soufflaient sur la région à ce moment-là. Une cinquantaine de personnes qui se trouvaient dans d'autres cabines ont pu quitter l'installation sans problème. Le Service suisse d'enquête de sécurité a ouvert une enquête. **ATS**

## Le PS garde son siège au gouvernement

**Bâle-Ville** Le PS a conservé son siège lors de l'élection complémentaire au gouvernement de Bâle-Ville dimanche. La députée au Grand Conseil et avocate Tanja Soland succède à la directrice des Finances sortante, Eva Herzog, avec la majorité absolue (26 935 voix). **ATS**

## Tempête de foehn

**Météo** Une tempête de foehn a soufflé dimanche sur la Suisse. Des bourrasques de foehn à 150 km/h ont été mesurées dans l'après-midi au-dessus d'Andermatt (UR). Le thermomètre a fait des siennes avec plus de 25 degrés en Valais, tandis que le Tessin était copieusement arrosé. **ATS**

## Rachat d'UPC

# La bataille des télécoms en Suisse se joue mercredi

**J-2 avant le vote des actionnaires de Sunrise sur le rachat du réseau d'UPC. Le premier d'entre eux dit non. Peut-il tout faire capoter?**

**Pierre-Alexandre Sallier**

Comme toute bataille boursière qui se respecte, celle entourant depuis huit mois le rachat par Sunrise du principal «câblo-opérateur» du pays - le terme sonne terriblement années 90 - vire à la série Netflix. Les complets gris se font bateleurs, les experts deviennent influenceurs, les autorités s'en mêlent, des «révélation» fuient dans la presse.

Au final, les gros bonnets feront la loi, mercredi, lorsque les actionnaires du numéro deux helvétique de la téléphonie mobile devront entériner une décision cruciale pour son avenir... et celui des télécommunications en Suisse.

### C'est arrivé chez vous

Loin des conseils d'administration, la bataille vise en effet le contrôle de chaque appartement du pays. Le pari de Sunrise? Les 18 000 km de câbles patiemment tissés il y a trente ans vers tous les immeubles - afin d'y faire arriver une trentaine de chaînes TV, le must à l'époque - ont encore de la valeur. La jeune génération ne regarde plus la télé, mais l'opérateur se fait fort d'y pousser jusqu'à 2,5 gigaoctets par seconde d'internet haut débit, afin de répondre à la fibre optique déployée par Swisscom à marche forcée. Une chance unique, aux yeux de ses dirigeants, pour doubler leur clientèle en faisant de leurs forfaits internet-TV-téléphone une véritable option de rechange à ceux du géant historique.

Sunrise et UPC proposent déjà de tels packs, mais sont forcés de louer au prix fort les tuyaux de l'exrégie publique. En basculant sur ceux d'UPC, Sunrise espère pouvoir économiser très vite 30 millions par an et, à terme, près de 150 millions; crucial au regard du 1,2 milliard de profits d'exploitation combinés des deux sociétés. L'autorité fédérale de la concurrence, la Comco, ne s'y est pas trompée en donnant sa bénédiction à un éventuel numéro deux capable d'offrir «un rapport prix-qualité avantageux».

### Bataille des chiffres

Des considérations nationales dont n'a que faire le principal coproprié-



L'avenir du N° 2 helvétique de la téléphonie mobile est entre les mains de ses actionnaires, il se jouera mercredi. KEYSTONE

taire de Sunrise, son homologue allemand Freenet. Ce dernier, qui verrouille un quart du capital, refuse de contribuer au rachat d'UPC Cablecom en participant à l'appel de fonds des 2,8 milliards de francs nécessaires. Il n'en aurait pas les moyens. Problème, il ne veut pas davantage vendre ses parts dans un opérateur helvétique qui lui rapporte 50 millions par an. Blocage donc, alors que le ton monte entre les deux «associés». Lundi dernier, Christoph Vilanek, le patron de Freenet, assurait sur le fil de l'agence AWP que «les actionnaires existants perdraient de l'argent» dans cette aventure.

La guerre des chiffres fait rage. Freenet jure-t-il que ce câblo-opérateur en perte de vitesse est trop cher payé? Sunrise réplique il y a un mois avec un «rapport d'équité» d'un cabinet munichois indépendant qui indique que le prix de 6,3 milliards demandé pour UPC est «juste». La semaine dernière les analystes de la banque Vontobel estimaient même que «la valeur économique d'UPC dépasse de loin le prix payé».

Freenet critique-t-il les lourds emprunts contractés pour payer UPC - en raison précisément... de son refus de mettre au pot? La direction de l'opérateur suisse dévoile un plan de remboursement drastique,

## En dates

**20 mars 2018** Rumeurs d'un partenariat entre Sunrise et Liberty, propriétaire d'UPC

**5 février 2019** Sunrise confirme négocier un rachat d'UPC

**27 février** Sunrise officialise le rachat pour 6,3 milliards de francs. Son actionnaire clé, l'allemand Freenet, annonce qu'il ne participera pas à l'augmentation de capital nécessaire

**11 septembre** Autre actionnaire, le financier allemand AOC s'oppose à son tour au rachat

**17 septembre** Sunrise dévoile une expertise indépendante sur le prix proposé pour UPC

**26 septembre** La Comco (Commission de la concurrence) donne son feu vert à Sunrise

**29 septembre** Freenet répète qu'il ne vendra pas ses parts dans Sunrise, «quoi qu'il arrive»

**30 septembre** Sunrise revoit à la baisse - de 4,1 à 2,8 milliards - l'augmentation de capital prévue

**1er octobre** Prix d'achat «surélevé» pour une technologie qui n'est «plus compétitive». Freenet liste les raisons de son «non»

**14 octobre** Le propriétaire actuel d'UPC, Liberty, se dit prêt à réinvestir près d'un demi-milliard dans le nouvel ensemble Sunrise-UPC en cas de succès de la vente

**23 octobre** Vote des actionnaires de Sunrise en AG extraordinaire

**Fin novembre** Si le oui l'emporte, finalisation du rachat d'UPC

## Berne en profite

**Taux négatifs** La Confédération helvétique a engrangé un total 388 millions de francs ces dernières années grâce aux taux d'intérêt négatifs instaurés par la Banque nationale suisse (BNS), rapporte le «Sonntags-Blick», qui a compilé des chiffres de l'Administration fédérale des finances. **Réd.**

## Grève en Allemagne

**Transport** Le personnel de cabine de quatre filiales de la compagnie aérienne allemande Lufthansa - dont Eurowings et Germanwings - s'est mis en grève dimanche pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail, provoquant une centaine d'annulations dans les aéroports allemands. **AFP**

## Numérique Le FMI et la Suisse

Dans le cadre de la réunion du FMI à Washington, les conseillers fédéraux Ueli Maurer et Guy Parmelin ont livré leurs vues sur l'imposition des groupes techno et sur la libra, la nouvelle cryptomonnaie de Facebook. Au sujet de l'imposition de l'économie numérique, la Suisse veut une solution multilatérale qui prenne en compte les besoins des petits États créateurs de forte valeur ajoutée. Quant à l'introduction de cryptomonnaies, elle laisse plusieurs questions ouvertes: stabilité de la monnaie et rôle des billets de banque; et la compatibilité de ces monnaies avec la lutte contre le blanchiment d'argent. **N.P.**

mais qui nécessitera pendant un temps de payer une partie de leurs dividendes sous forme d'actions, ce que ne goûte que peu son principal actionnaire. «Et puis pourquoi ne pas profiter de cette époque où un Swisscom emprunte avec zéro intérêt pour se lancer à crédit dans un tel pari?» lance pourtant un analyste genevois.

La semaine dernière, c'était au tour du propriétaire actuel d'UPC de s'en mêler. La multinationale américaine Liberty Global se dit prête à mettre un demi-milliard dans l'aventure aux côtés de Sunrise, en reprenant les titres des actionnaires ne souhaitant pas suivre. De quoi attiser les rumeurs: cet effort de dernière minute du vendeur ne montre-t-il pas qu'il est prêt à tout pour se débarrasser de son vieux réseau suisse, surtout au prix proposé par Sunrise?

### La participation sera décisive

Alors que la date du vote se rapproche, les agences chargées de passer ces affirmations au crible - afin de pouvoir conseiller les banques et les caisses de pensions sur l'attitude à adopter mercredi - ont donné leur recommandation. Ethos, Glass Lewis, Inrate et zRating ont appuyé le projet, tandis qu'ISS l'a jugé douteux. La bataille des chiffres atteint ses limites. Qui peut certifier les économies qu'aura réalisées l'ensemble Sunrise-UPC dans cinq ans? Ou le nombre de ménages qu'il aura convaincu de quitter Swisscom?

À trois jours du vote, il s'agit surtout de savoir faire une addition. Car la seule chose qui comptera mercredi sera le nombre de voix en faveur de ce pari - il faut 50% pour l'emporter. Mark Diethlem, l'expert de Vontobel, répète que l'issue de l'AG apparaît «trop serrée» pour un quelconque pronostic.

Durant des mois, le patron de Sunrise, Olaf Swantee, et son équipe ont sillonné l'Europe afin de convaincre plus de 200 sociétés financières de les suivre dans son projet. Face à eux, le camp du non-Freenet mais aussi les «activistes» allemands d'Active Ownership Capital et les financiers de Axxion, récemment sortis du bois - pèse environ 30% de l'électorat, selon l'agence Reuters.

Comme dans une élection, le véritable arbitre sera le taux d'abstention. Lors de la dernière AG régulière de Sunrise, 62% des actionnaires s'étaient rendus aux urnes, une mobilisation limitée qui permettrait aux rebelles de l'emporter mercredi. Reste que le scrutin à venir n'a rien d'ordinaire. Il décidera du destin de Sunrise et pourrait motiver bien davantage les «électeurs».

## Le chiffre

# 25%

**C'est la hausse de la fréquentation des trains de nuit sur les lignes internationales des Chemins de fer fédéraux (CFF) au premier semestre, annonce la «NZZ am Sonntag». La hausse a été particulièrement forte pour les liaisons de nuit vers Berlin et Hambourg. Les questions d'écologie détourneraient de l'avion certains touristes au profit du rail. Les CFF réfléchissent à introduire de nouveaux trains de nuit à destination d'autres villes européennes. N.P.**